**Kant and the Progressive Humanization of International Legal Order**

By

Awalou Ouedraogo, PhD

Assistant Professor

Department of International Studies

York University, Toronto

aouedraogo@glendon.yorku.ca

“Now, whether (in the first place) it is to be anticipated from an epicurean concourse of efficient causes that states, like atoms, by accidental shocking together, should go through all sorts of new combinations to be again dissolved by the fortuitous impulse of fresh shocks, until at length by pure accident some combination emerges capable of supporting itself (a case of luck that could hardly be looked for); or whether (in the second place) we should rather assume that Nature is in this instance pursuing her regular course of raising our species gradually from the lower steps of animal existence to the very highest of a human existence, and that not by any direct interposition in our favor, but through man’s own spontaneous and artificial efforts (spontaneous, but yet extorted from him by his situation), and in this apparently wild arrangement of things is developing with perfect regularity the original tendencies she has implanted (…)”. The seventh proposition.

“The History of the Human Species as a whole may be regarded as the unraveling of a hidden Plan of Nature for accomplishing a perfect State of Civil Constitution for society in its internal relations (and, as the condition of that, by the last proposition, in its external relations also) as the sole state of society in which the tendencies of human nature can be all and fully developed”. The eighth proposition.

Emmanuel Kant, *Idea of a Universal History on a Cosmopolitical Plan (1784). Political Writings*, tome VIII, Berlin, 2002, Seventh and Eighth Proposition, p. 13 et 14.

**Résumé**

D’un point de vue diachronique, il est peu contestable que le droit international est entré, à l’ère post guerre froide et postcoloniale, dans une phase de recomposition. Ses assises institutionnelles et structurelles se redéfinissent avec l’éclatement de ses fonctions sociales et surtout les attentes légitimes des peuples d’une paix mondiale. Le moment n’est-il pas venu d’abandonner le concept contemporain de droit international dont l’ambivalence intrinsèque est davantage marquée au regard des profondes inégalités entre les États et les régions du monde. Plus qu’autrefois, le droit international actuel est à la fois un instrument de domination et d’émancipation pour les acteurs qui l’utilisent. Ce droit contesté est tout autant une arme redoutable des puissances que le dernier rempart des plus faibles. Dans cette époque nouvelle où le brouillard se dissipe peu à peu sur la nature et les fonctions du droit international, où, partout, les peuples réclament plus de liberté et de justice, quel est le fondement de l’ordre juridique international ? Le recours à l’expression *droit des gens* en tant que droit universel de l’humanité n’est-t-il pas désormais plus approprié ? A partir de l’historiographie du *jus gentium* et de la systématisation kantienne du droit, l’article examine les fondements du droit des gens cosmopolitique. Il demontre également que le contenu du droit des gens cosmopolitique est le reflet de l’humanisation progressive de l’ordre juridique international. Recourant à l’idée kantienne de la *civitas gentium*, l’article conclue que le nouveau droit de la communauté internationale n’est plus seulement, un simple droit de la coexistence pacifique entre souverains ou même celui de la coopération entre États, mais plutôt un droit de la collaboration entre *gentes*.

**Abstract**

From a diachronic point of view, there is little doubt that international law entered a phase of reconstruction in the post cold and postcolonial era. Its institutional and structural foundations are redefined with the extension of its social functions and above all the legitimate expectations of the peoples of the world for a lasting peace. Regarding the profound inequalities between States and regions worldwide, is it not time to abandon the contemporary concept of international law whose intrinsic ambivalence is more marked? More than in the past, current international law is at the same time an instrument of domination and emancipation for the actors who use it. This contested law is as much a formidable weapon of the powers as the last bulwark of the weakest. In this new era, when the fog gradually disappears over the nature and functions of international law, where people everywhere demand more freedom and justice, what is the true basis of the international legal order? Is not the use of the concept of “*law of nations*” as the universal law of humanity more appropriate? Based on the historiography of *jus gentium* and the Kantian systematization of law, the article examines the foundations of cosmopolitan inter-national law. Furthermore, it shows that the content of cosmopolitan inter-national law is a reflection of the progressive humanization of the international legal order. Recalling the Kantian idea of *civitas gentium*, the article concludes that the *emerging law of the international community* is no longer merely a law of peaceful coexistence between sovereigns or even of inter-State cooperation but rather a law of collaboration between *gentes*.

**Introduction**

L’idée que l’ordre juridique international est à la recherche d’une identité constitue assurément une des prétentions les mieux partagées de la pensée juridique contemporaine. Face aux problèmes actuels du droit international, il n’est pas superfétatoire de réfléchir dans une perspective diachronique, sur les fondations de notre discipline. Décrire les fondements du droit international aujourd’hui condamne immanquablement à exposer ce qui a été hier mais n’est presque plus, soit tenter de deviner ce qui pourrait être l’ordre de demain c’est-à-dire jouer le rôle de l’oracle. L’un comme l’autre emporte certainement des écueils. Mais si l’on jette un regard purement synchronique - une photographie en 3D - sur la structure de l’ordre juridique international actuel, on constate un système normatif entre deux âges, en phase difficile d’évolution, où deux logiques foncièrement différentes se disputent le contrôle. L’une, issue de la Charte, forgée par les États-nations, est bien établie et bien connue jusqu’aux moindres détails, mais visiblement un peu essoufflée, voire dépassée par l’évolution prodigieuse et prodigieusement complexe des faits et des idées du monde actuel. Cette logique « classique » constitue, d’après Emer de Vattel, le fondement normatif de la “Great society of nations”[[1]](#footnote-1) dont l’historicité s’enracine dans la Modernité occidentale. L’autre, relativement nouvelle, reflet d’une “international community”[[2]](#footnote-2) plus éclatée, est vivace et vigoureuse, mais cherche encore sa voie ainsi que son champ d’expansion dans les lacunes et les espaces de contraction de l’approche classique ainsi que dans les nouveaux espaces en quête de normativité.

L’équilibre entre ces deux logiques est dynamique et instable ; il n’évolue pas de manière linéaire, mais par paliers. Justement parce que le concept même d’ordre juridique empêche de parler immédiatement d’évolution normative chaque fois qu’il y a un changement dans la situation de fait. En d’autres termes, l’idée même de système normatif implique une « résistance » de la norme par rapport aux faits contraires même si la tentation est grande de voir dans la pratique dissonante des États notamment par rapport aux défis sécuritaires actuels, un effritement du régime juridique du recours à la force, en grande partie conçu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Par nature, le droit dispose d’outils d’analyse et d’interprétation qui peuvent assurer les ajustements de ses règles à l’évolution des besoins de la société. La *norma* ou *regula* n’a-t-elle pas pour mission principale de forger le comportement de ses destinataires en figeant en quelque sorte les situations acquises? Comme le reconnaît, à juste titre, Georges Abi-Saab:

If, whenever there is a change in the facts, this automatically affects their status juris, there is neither continuity nor normativity. It is a pseudo-system which cannot correct, distribute, or even condemn, but only serve as a specific rhetoric of justification to all that exists at a given moment; Because the “ought to be” follows instantly and automatically the “is” to redo its image.” [[3]](#footnote-3)

Le droit international dans son ensemble, est aujourd’hui incontestablement à la croisée des chemins. Qu’il soit ou non en quête d’une nouvelle identité, il est devenu presque trivial d’affirmer que l’ordre juridique international est en effervescence. C’est devenu une banalité de dire que le système est en pleine mutation. Non seulement ses emprises sur la vie des peuples se multiplient suite à l’extraordinaire processus de socialisation[[4]](#footnote-4) et à l’éclatement de son contenu, mais les conceptions qui l’inspirent subissent un profond renouvellement. Si les évolutions actuelles du droit international sont perçues comme la conséquence, du point de vue de la normativité, des bouleversements du monde, alors ses ressorts institutionnels et principiels doivent refléter les métamorphoses du système actuel. Pour les uns, notamment Prosper Weil,

“International law changes (or must change) because the world changes; for others, it changes (or must change) for the world to change”[[5]](#footnote-5).

Quoi qu’il en soit, une simple radioscopie montre que le droit international contemporain connaît un accroissement des fonctions sociales qui lui sont dévolues et s’affirme également, dans des domaines variés, comme un droit de la coopération, en constante expansion. Il demeure, dit-on, un droit de la coexistence s’appliquant à des souverainetés égales dont il contribue à ajuster les compétences respectives comme les prétentions concomitantes. Les fonctions du droit international consistent ainsi, prétend-on, comme par le passé, à assurer la coexistence et la coopération interétatiques, bien que la dimension et les implications de ces objectifs soient sans commune mesure avec ce qu’ils étaient dans le droit international classique[[6]](#footnote-6). L’internationaliste doit donc situer sa réflexion dans un système de droit en constante évolution, étant donné que toutes les coordonnées du droit international actuel ont été largement modifiées sans que les bases de l’ordre international aient été pour autant entièrement renouvelées[[7]](#footnote-7). Lorsqu’un ordre juridique se cristallise, nous inclinons, assez souvent, à perdre de vue les circonstances historiques qui ont déterminé sa formation et qui restent la condition de sa valeur ; oubliant pour ainsi dire qu’il est la marque d’un état de choses momentané, le reflet synchronique du réel. Au regard de la réalité de la vie internationale actuelle, les théoriciens du droit international ne peuvent plus se tailler le luxe de fournir simplement des justifications spécieuses aux actions des souverains et donc de demeurer d’éternels “tiresome comforters”[[8]](#footnote-8), pour reprendre cette belle remarque bien connue de Kant.

Le positivisme juridique en droit international a fait dépendre le caractère obligatoire des normes juridiques,

“not from their conformity to superior considerations of reason, justice or common good, but exclusively from the fact that they are expressed in a tangible external fact: their effective recognition and observation by States.”[[9]](#footnote-9)

Le paradigme positiviste, en empruntant la méthodologie du paradigme *physico-mathématique* élaboré par Galilée et surtout Descartes,

“has instinctively rallied in the 19th century with the voluntarist tradition for which the legal phenomenon is reduced to the acts of will of the rulers.”[[10]](#footnote-10)

Pour ce courant de pensée, le Droit est celui *posé* par un acte de volonté ayant pris place dans le temps et dans l’espace : le *droit positif*. S’intéressant exclusivement à la *lex lata*, le positivisme s’interdit toute incursion dans les intentions du législateur. Le droit ainsi désaxiologisé peut dès lors faire l’objet d’une *théorie pure*. Hans Morgenthau estimait à cet égard, à juste titre, que le positivisme juridique

“delimits the subject-matter of his research in a dual way. On the one hand, he proposes to deal exclusively with matters legal, and for this purpose strictly separates the legal sphere from ethics and *mores* as well as psychology and sociology. Hence, his legalism. On the other hand, he restricts his attention within the legal sphere to the legal rules enacted by the state, and excludes all law whose existence cannot be traced to the statute books or the decisions of the courts. Hence, his *étatist* monism”.[[11]](#footnote-11)

Sous l’influence du paradigme positiviste construit à partir de l’ontologie du nominalisme, la théorie classique des sources du droit, s’enracinant dans le

“State-centric law and axiological neutrality”.[[12]](#footnote-12)

a réduit toute la normativité juridique à la seule loi au sens formel. En réduisant ainsi le droit à un commandement ou à un ordre hiérarchique reposant sur la sanction, le la pensée positiviste échoue à rendre compte de divers aspects du droit (comme la soumission de l’Etat lui-même au droit interne) et aboutit, dans cette logique de pure horizontalité, à denier toute réalité autonome au droit international[[13]](#footnote-13).

Au regard de la dynamique actuelle du système, ou nous abandonnons ce paradigme positiviste qui ne peut saisir toute la complexité de la normativité internationale ou il faudra, une bonne fois pour toutes, donner raison à Austin[[14]](#footnote-14), Hart ou Morgenthau pour qui en l’absence d’intérêts communs, “a system of centrally organized sanctions”[[15]](#footnote-15) et d’équilibre des forces, il ne peut y avoir un véritable ordre normatif au plan international.

D’un point de vue diachronique, il est peu contestable que le droit international est entré, à l’ère post guerre froide et postcoloniale, dans une phase de recomposition. Ses assises institutionnelles et structurelles se redéfinissent avec l’éclatement de ses fonctions sociales et surtout les attentes légitimes des peuples d’une paix mondiale. Le moment n’est-il pas venu d’abandonner le concept contemporain de « droit international » dont l’ambivalence intrinsèque est davantage marquée au regard des profondes inégalités entre les États et les régions du monde. Plus qu’autrefois, le « droit international » actuel est à la fois un instrument de domination et d’émancipation pour les acteurs qui l’utilisent. Ce droit « contesté » est tout autant une arme redoutable des puissances que le dernier rempart des plus faibles[[16]](#footnote-16). Dans cette “epoch”[[17]](#footnote-17) nouvelle où le brouillard se dissipe peu à peu sur la nature et les fonctions du droit international[[18]](#footnote-18) et aussi de l’attente des peuples, quel est le fondement de l’ordre juridique international? Le recours à l’expression « droit des gens » en tant que droit universel de l’humanité n’est-t-il pas désormais plus approprié? Le droit des gens n’est plus seulement, pour nous, un simple droit de la coexistence pacifique entre souverains ou même celui de la coopération entre États, mais plutôt un droit de la « collaboration »[[19]](#footnote-19) entre « *gentes* »[[20]](#footnote-20); dans le sens de Blackstone pour qui :

“The law of nations is a system of rules, deducible by natural reason, and established by universal consent among the civilized inhabitants of the world; in order to decide all disputes, to regulate all ceremonies and civilities, and *to insure the observance of justice and good faith*, in that intercourse which must frequently occur between two or more independent states, and *the individuals belonging to each*”.[[21]](#footnote-21)

Dans ce contexte tout à fait particulier marqué par la perplexité des peules et la peur de l’autre, nous entendons apporter ici, une contribution succincte et ramassée concernant les bases actuelles de l’ordre juridique international dans son ensemble. Au regard de l’humanisation progressive de l’ordre international, il s’agit pour nous de montrer que l’idée kantienne d’un *droit des gens cosmopolitique* n’a jamais été aussi pertinente et d’actualité. Notre démarche consiste d’abord à examiner brièvement la trajectoire historique du *jus gentium* (I), puis les fondements du nouveau *droit des gens cosmopolitique* en partant des conceptions de Kant et, dans une moindre mesure, celles de Vitoria (II). Nous montrerons enfin que la fonction du droit des gens cosmopolitique dans un monde de plus en plus globalisé consiste en l’organisation de la « collaboration » entre les différents peuples ou *gentes* (III).

1. **The concept of *jus gentium* has followed a contrasting historical trajectory**

Lorsqu’on parcourt un tant soit peu les écrits des jurisconsultes romains ou des glossateurs, post glossateurs et les travaux de reconstitution des historiens du droit international, on s’aperçoit que le concept de *jus gentium* a connu une évolution en dents de scie, avant de finir par désigner, dès les décennies qui suivirent la fameuse Paix de Westphalie, ce qui est désormais convenu d’appeler droit international. Comme on le sait, dans le système de droit romain, le *jus gentium* comprenait un ensemble de règles et d’institutions distinctes du *jus civile.* Alors que ce dernier était réservé aux citoyens romains *(cives),* celui-là s’appliquait aux rapports juridiques des étrangers à Rome. Le *jus gentium* s’appliquait dans des rapports juridiques comprenant un élément d’extranéité. Selon Peter Haggenmacher, le droit des gens formait pour ainsi dire le droit de « tout le monde ». Ce qui est l’une des acceptions possibles de *gentes* ou le droit des peuples *(gentes)* étrangers. Ces règles étaient l’œuvre du préteur pérégrin et constituait une partie de l’ordre juridique romain[[22]](#footnote-22). De ce point de vue, le *jus gentium* relevait du droit privé voire du droit international privé. Mais quand on examine les matières régies par le *jus gentiun*, tout porte à croire que le concept avait également une acception publiciste visant les rapports juridiques entre entités souveraines. Par exemple dans le Digeste, Pomponius affirmait:

“When anyone strikes the envoy of our enemy, he is considered to be guilty of an act against the Law of Nations, because envoys are considered sacred. Therefore, if any ambassadors of a nation with whom we are at war are with us, it has been established that they are free to remain; for this is in conformity with the Law of Nations.”[[23]](#footnote-23)

L’inviolabilité des représentants de souverains relève ainsi du *jus gentium*. L’énumération fournie par Isidore de Séville est encore plus explicite. Le *jus gentium* couvre les matières telles, la guerre, le traité de paix, l’occupation du territoire, l’esclavage, l’inviolabilité des ambassadeurs. Le droit des gens désigne ainsi un ensemble d’institutions non plus exclusivement romaines mais communes à toutes les nations[[24]](#footnote-24).

La question qui vient immédiatement à l’esprit est non pas tant le domaine d’application que le principe de validité du *jus gentium*. Relève-t-il du *jus naturale* dans le sens que lui donne Isidore de Séville ou du *jus positivum* fondé sur une coutume universelle des nations? Le traitement de cette problématique par les fondateurs du droit international montre toute l’ambiguïté du concept de *jus gentium*. En se basant sur la conception thomiste du droit, les théologiens-juristes de la seconde scolastique espagnole notamment Francisco Vitoria comme tête de file, rattachent le *jus gentium* au droit naturel. Le *jus gentium* tire ainsi sa validité du droit naturel, fondement juridique d’un *ius communicationis et societatis humanae* qui oblige les peuples *(gentes)* à s’accorder mutuellement l’hospitalité et à entretenir des relations pacifiques de toutes sortes. La violation de ce *droit de communication naturelle* constitue un *injuria* justifiant une guerre juste[[25]](#footnote-25). Mais cette conception universaliste de Vitoria n’est pas partagée par Francisco Suarez qui considère que

« the law of nations is not part of natural law, but is essentially different from it. It may be that they coincide in many ways, but nevertheless there are formal and specific differences between them »[[26]](#footnote-26).

Même s’il reconnait beaucoup d’affinités avec le droit naturel, Suarez en souligne néanmoins les différences de contenu, de degré de mutabilité et d’universalité[[27]](#footnote-27). Chez Hugo Grotius et même Alberico Gentili, le *jus gentium* relève du droit positif, distinct du droit naturel car introduit par voie de coutume à travers [a tacit agreement between nations. Jus gentium therefore, derives its authority from the will of all or at least of many nations”[[28]](#footnote-28)]. Le juriste de Delft fait une distinction entre le jus *gentium primarium* et jus *gentium secondarium*. Ce dernier a pour objet spécifique les rapports juridiques qu’entretiennent les États en tant qu’entités souveraines. Toutefois, ce droit des gens ne constituait pas à lui tout seul un système complet de droit international. Pour cela, il a fallu les travaux de Thomas Hobbes et les écrits des humanistes du 18e siècle pour qu’enfin se cristallise la discipline du droit international.

La réalité interétatique de la société internationale a, nous semble-t-il, inspiré les penseurs du droit des gens classique du milieu du 18e siècle notamment le juriste neuchâtelois Emer de Vattel, à élaborer un droit international de la coexistence dont le contenu normatif reflète les égoïsmes des souverainetés. La singularité de la doctrine de Vattel, qui en cela s’inspire très fidèlement de son maitre allemand Christian Wolff, est d’avoir su concrétiser l’identification du droit des gens à un droit propre aux États et de l’adosser à la vision d’une société internationale strictement interétatique. Ce n’est donc pas surprenant au regard de l’historiographie actuelle du droit international, que le *Droit des gens* de Vattel, soit l’expression limpide

“a realistic vision of international relations where states have the normal task of acting in priority to ensure their safety and that of their population”.[[29]](#footnote-29)

Par rapport à ces prédécesseurs notamment Grotius, Pufendorf et même à certains égards Wolff, le *Droit des gens* de Vattel constitue un véritable modèle systémique dont l’économie générale est structurée autour d’un dualisme normatif qui vacille

between a necessary law “that consists in the application of the law of nature to nations”,[[30]](#footnote-30) and a positive law which “proceed from the volition of nations.”[[31]](#footnote-31) Besides, therefore, the inalterable natural law, transcendent and immutable in principle, develops, according to the will of the States, a positive law which is essentially contingent and therefore inconsistent by nature. By following this duality in the structure of norms, Vattel makes a distinction that has become essential, that between internal law and external law. for the Helvetic jurist, “the obligation is internal, as it binds the conscience, and as it comprehends the rules of our duty: it is external, as it is considered relatively to other men, and as it produces some right between them.”[[32]](#footnote-32)

The internal obligation binds only in *foro interno* because it proceeds from natural law. It’s therefore, always the same in nature though it varies in degree[[33]](#footnote-33). The external obligation “is divided into *perfect* and *imperfect*, and the right that results from it is also *perfect* and *imperfect*”.[[34]](#footnote-34)

Vattel completes its nomenclature by specifying that “the *perfect right* is that to which is joined the right of constraining those who refuse to fulfill the obligation resulting from it; and the *imperfect right* is that unaccompanied by this right of constraint. The *perfect obligation* is that which produces the right of constraint; the *imperfect* gives to another only the right to demand”.[[35]](#footnote-35)

Dans le modèle de Vattel[[36]](#footnote-36), les États souverains possèdent des devoirs parfaits ou imparfaits envers eux-mêmes, ou envers les autres. Le seul critère de distinction est la coercibilité. Le droit est toujours imparfait quand l’obligation qui y répond dépend du jugement de celui en qui elle se trouve.

Because, states Vattel, “for in this case, was there a right of constraint, it would no longer depend on the other to resolve what ought to be done in order to obey the laws of conscience”.[[37]](#footnote-37) The obligation of a state is always imperfect in relation to another state when the decision of what it has to do is reserved to itself; and this kind of decision is reserved to the state on all occasion where it has the right to be free.

Since the States form an “International Society” together, they are obliged to each other to the offices of humanity. According to the philosopher of Neuchatel, “the offices of humanity are those succours, those duties, to which men are reciprocally obliged as men, that is, as social being which necessarily stand in need of a mutual assistance for their preservation, for their happiness, and for living in a manner conformable to their nature”. However, says Vattel, “the laws of nature being no less obligatory to nations than individuals, what a man owes to other men, a nation, in its manner, owes to other nations”.[[38]](#footnote-38)

Such is for Vattel, the foundation of the common duties of those offices of humanity to which nations are reciprocally bound one to another. Therefore, states are mutually obliged to each other even though their obligations are binding only in conscience.

Dans ce modèle vattélien, c’est le droit de gens volontaire qui forme la charpente essentielle de l’ordre juridique international et lie l’ensemble des nations. Celles-ci sont toutes présumées y avoir consenti en vertu de la « communauté internationale » qu’elles sont censées former : pour Wolff, elles sont citoyennes d’une *civitas maxima,* pour Vattel, membres d’une *Grande* *société des nations*[[39]](#footnote-39). Avec Wolff et Vattel, émerge ainsi une discipline juridique autonome fondée sur ses principes propres et régissant l’ensemble des rapports juridiques entre États indépendants en temps de paix tout comme en temps de guerre.

Telles sont très sommairement les strates les plus marquées de l’évolution du concept de *jus gentium* depuis ses antiques origines privatistes jusqu’au siècle de Kant qui en fit un droit public interétatique, auquel Bentham donna son acception ‘moderne’ de droit international peu avant la parution du fameux *Projet de paix perpétuelle*. Mais le *jus gentium* dans la conception de Kant a un fondement tout à fait particulier.

1. **The basis of the cosmopolitan law of nations is rooted in the Kantian systematization of law**

In his systematization of law, Kant distinguishes three categories of normative relations according to the type of human interaction or the way to mutually exert influence on one another; each order having its own personal scope of application. Thus, beside *jus civitatis* of each state and *jus gentium* “governing the relations of states among one another”,[[40]](#footnote-40) Kant adds a third normative order to complete his legal edifice: the cosmopolitan law, “to the extent that individuals and states, who are related externally by the mutual exertion of influence on each other, are to be regarded as citizens of a universal state of humankind”.[[41]](#footnote-41) Each of these three normative orders is the subject of one of the final articles of the Perpetual Peace Project.

Le *jus civitatis* régit les rapports entre citoyens d’un même État. C’est le droit interne de l’État dont la nature républicaine de la constitution est une des conditions de la paix perpétuelle. Quant au *jus gentium*, Kant le conçoit comme un droit exclusivement interétatique. Ce droit des gens, on l’a vu, a une historicité qui s’enracine dans la modernité occidentale. Fruit d’une longue évolution contrastée sur plusieurs siècles, il est la représentation classique d’un ordre international fixant les règles d’une juxtaposition d’États également souverains.

But this codex of sovereigns[[42]](#footnote-42) whose illustrious defenders remain miserable comforters is, for Kant, a pure illusion inasmuch as it does not have “the least amount of legal force and cannot have such force (since states as such are not subject to common external coercion)”. [[43]](#footnote-43)

For Kant, the law of nations cannot be conceived “as a right to war”.[[44]](#footnote-44) This would be a presumptive right to determine what is right, “not according to universally valid external laws that restrict the freedom of every individual, but rather by means of violence, according to one-sided maxims”.[[45]](#footnote-45)

On this particular point, Rousseau is more categorical; the set of rules accepted between States cannot have transcendent legitimacy. There is no law of nations in the *true sense* of the word: “it is certain that, for want of any sanction, its laws are illusions even weaker than the law of nature. The law of nature speaks at least to the heart of the individual; but international law, having no other sanction than the interest of those who voluntarily submit to it, can never make its decrees respected except in so far as they are supported by self-interest”.[[46]](#footnote-46)

Dans cette perspective, Kant rejoint par un autre chemin, la conception hobbesienne de la « law of nations ». Pour Hobbes en effet, l’individu possède dans l’état présociétal, à la fois un *natural right* et une *natural law*. Mais comme on le sait, ni l’un ni l’autre n’a rien à voir avec le *ius naturae* ou la *lex naturalis* de la tradition scolastique. Le *natural right* se ramène au libre exercice des facultés de l’individu en vue de sa propre préservation dans un contexte de guerre permanente de tous contre tous. Quant à la *natural law,* elle consiste en un ensemble de règles de prudence indiquant à l’individu les meilleurs moyens de survivre dans l’état de nature et si possible de s’en extraire par la conclusion du pacte social instituant le *commonwealth,* ou société civile et consiste pour les hommes, à l’abandon total de leur *natural right* originel. L’institution de l’état civil est la seule condition de possibilité d’une paix durable. Toutefois ceci ne vaut pas pour les souverains, restés dans l’état de nature quant à leurs rapports mutuels. Ils continuent à jouir de leur *natural right,* qui leur confère un pouvoir absolu d’apprécier les situations et d’agir en conséquence ; et pour guider leurs actions ils n’ont que la *natural law,* cet ensemble de règles prudentielles assurant ou favorisant du moins leur survie. Or, appliquée aux souverains, dit Hobbes, cette *natural law* est appelée *law of nations*:

“Concerning the Offices of one Sovereign to another, which are comprehended in that Law, which is commonly called the *Law of Nations*, I need not say any thing in this place; because the Law of Nations, and the Law of Nature, is the same thing. And every Sovereign hath the same Right, in procuring the safety of his People, that any particular man can have, in procuring the safety of his own Body. And the same Law, that dictateth to men that have no Civil Government, what they ought to do, and what to avoyd in regard of one another, dictateth the same to Commonwealths, that is, to the Consciences of Sovereign Princes (…)”.[[47]](#footnote-47)

On voit bien que les thèses hobbesiennes du droit des gens sont fort éloignées de celles des théologiens canonistes et surtout des humanistes des 16e, 17e, et 18e siècle. Mais, paradoxalement, cette conceptualisation particulière de la « law of nations » a eu pour effet de cristalliser l’idée d’un ensemble homogène de sujets souverains qui, dans un monde « civilisé » fait de *civitates,* ont seuls titre à faire usage de ce droit des gens[[48]](#footnote-48). Mais sous le poids de la pratique des États, ce droit des gens se trouve discrédité, et devient ainsi une creuse illusion à dissiper et à remplacer par un ordre véritablement juridique. Car, pour Kant,

“Yet what applies under natural law to human beings in the lawless condition, namely, that they ‘ought to emerge from this condition’, cannot also apply to states under international law (since, as states, they already have an internal legal constitution and have thus outgrown the coercion by which others subject them to a broader legal constitution according to others’ conception of law)”.[[49]](#footnote-49)

Le concept de « droit international » introduit par Bentham est encore plus problématique. La référence au droit naturel disparaît au profit d’une approche positive. En créant ce nouveau terme, Bentham néglige, en réalité, la notion de citoyenneté universelle. Si le « droit international » est la forme exclusive des relations entre les peuples, l’appartenance à la « Grande famille » du genre humain disparaît en tant que catégorie juridique. Les États sont les médiateurs exclusifs du droit entre les peuples. C’est en se constituant en États que les peuples s’érigent en personnes morales, et c’est à ce titre que les États souverains deviennent sujets d’un ordre juridique spécifique.

Il faut alors *instituer* un nouvel ordre juridique véritable dont la teneur normative et la structure reflètent les aspirations légitimes des peuples à la paix et au respect de la dignité humaine en tant que valeur universelle.

According to Kant, the “growing prevalence of a wider community among the peoples of the earth has now reached a point at which the violation of right at any *one* place on the earth is felt in *all* places”.[[50]](#footnote-50) For this reason, the idea of cosmopolitan law is no fantastic or exaggerated conception of law. Rather it is a necessary supplement to the unwritten code of constitutional and international law of humankind in general, and hence for perpetual peace.

La proposition kantienne d’un droit cosmopolitique cherche à résoudre le problème des conditions de réalisation de la liberté, dans une perspective de paix, entre les personnes et entre les peuples. Si la liberté est un droit propre à l’humanité, c’est-à-dire réciproque ou universel, la possibilité de sa réalisation suppose que soient pensés conjointement, et non séparément, le droit civique, le droit international public au sens classique et le droit cosmopolitique. Les règles du *jus cosmopoliticum* sont appelées à régir un ensemble de relations hybrides ne relevant ni de l’ordre interne des États, ni du droit de gens. Ses sujets sont les individus et les États en tant que sociétés d’hommes.

The third definitive article of perpetual peace states that “cosmopolitan law shall be limited to the conditions of universal hospitality”.

Ce droit considère les hommes et les États, dans leurs relations extérieures et dans leur influence réciproque comme citoyens d’un État universel de l’humanité. Il concerne ainsi les hommes en tant que citoyens du monde. Kant insiste sur le fait qu’il ne s’agit pas de philanthropie, mais du droit que possède chaque homme de ne pas être traité en ennemi dans un pays qui n’est pas le sien. Le droit cosmopolitique n’est donc pas de nature philosophique mais bien de nature juridique. Ce droit d’hospitalité universelle est très précisément limité à un simple droit de visite justifié par deux principes;

 the first is “the right of a stranger not to be treated in a hostile manner by another upon his arrival on the other’s territory”.[[51]](#footnote-51) Kant precise that it is not the *right of a guest* that the stranger has a claim to (which would require a special, charitable contract stipulating that he be made a member of the household for a certain period of time). The second is the right that all human beings have “to present oneself to society by virtue of the right of common possession of the surface of the earth. Since it is the surface of a sphere, they cannot scatter themselves on it without limit, but they must rather ultimately tolerate one another as neighbors, and originally no one has more of a right to be at a given place on earth than anyone else”.[[52]](#footnote-52)

Dans cette vision kantienne, le genre humain forme non pas un super-État, mais une *civitas gentium* avec le droit cosmopolitique comme ordre juridique commun de l’humanité. Il existe donc chez Kant des devoirs d’humanité et de fraternité unissant tous les hommes et toutes les nations[[53]](#footnote-53). Les violations de ces devoirs concernent tous les hommes de quelque pays qu’ils soient.

Ce droit universel semble ainsi répondre à la conception du *totus orbis* de Vitoria qui formait elle aussi « *aliquo modo una respublica* »[[54]](#footnote-54) et avait pour sujet les *gentes* en tant que peuple. Du simple fait de leur appartenance au *totus orbis*, tous les hommes (sans exceptions aucune y compris les *barbari*) possèdent un droit de communication universelle. En érigeant ainsi les individus et les peuples en sujets d’un véritable ordre normatif cosmopolitique, Vitoria d’abord, Kant ensuite lèvent le voile étatique de plus en plus épais pour laisser éblouir, dans toute sa splendeur, l’humanité. L’État s’efface au profit de sa composante sociologique. Il n’intervient seulement que pour déterminer

“the extraneity of the individuals who come in contact with each other”.[[55]](#footnote-55)

Avec Kant, les faisceaux de relations d’extranéité sont érigés en un système normatif distinct. Ce droit cosmopolitique devient en quelque sorte la source matérielle du droit conventionnel entre États. Dans cette conception kantienne, le *corpus* du droit interétatique s’est construit par le jeu de l’accroissement des relations entre les États, c’est pourquoi il concerne essentiellement la conduite dans la guerre, la forme des traités de paix, les relations commerciales ou les immunités diplomatiques. Mais l’attitude de Kant semble, à cet égard, contradictoire, à l’image de celle de la plupart des philosophes des Lumières. En effet, il considère d’un côté que les traités entre les souverains ou que les règles tacites adoptées entre les nations européennes en matière de droit de la guerre ou de droit de conquête ne sont pas fondés sur les vrais principes et ne sont donc que des bribes de coutume ne portant pas le caractère d’un véritable droit, mais dans le même temps, il estime que ces règles sont l’expression du « dessein secret » de la nature affleurant dans les textes diplomatiques à l’insu de leurs rédacteurs.

Ces développements permettent de bien saisir le sens réel du dualisme qui semble caractériser *le jus gentium* de Kant : d’un côté le droit des gens ou le régime existant, qu’on ose à peine qualifier de juridique; de l’autre le droit cosmopolitique ou le régime à instituer, qui doit marquer l’avènement d’un ordre juridique universel digne de ce nom. Or, depuis Kant jusqu’à nos jours, seul le droit des gens a évolué ; le régime cosmopolitique n’a jamais véritablement vu le jour. Ce droit des gens, devenu droit international, s’est considérablement transformé avec l’avènement de la Charte et son évolution à multiples facettes contraste très fortement avec l’homogénéité du droit classique. On assiste à une multiplication contemporaine des sources, des normes, des opérateurs et utilisateurs du droit international ainsi qu’à une relativisation certaine du rôle de l’État souverain, qui a pourtant toujours été au fondement de ce droit. Il est aujourd’hui le droit d’une société internationale qui est issue de la Seconde Guerre mondiale et qui est devenue à la fois post guerre froide et postcoloniale. Ces éléments expliquent certaines de ses recompositions les plus essentielles. Notamment, la représentation classique d’un droit international fixant les règles d’une juxtaposition d’États souverains n’est plus tenable et ne correspond plus au droit international contemporain. Les souverainetés sont affaiblies, les institutions internationales, les individus et les acteurs économiques privés sont de plus en plus émancipés, tandis que le monde se globalise en étant de moins en moins international (au sens strict du terme). Dans ses structures sous-jacentes, ses domaines de régulation et d’intervention, ses sujets, sa teneur et sa portée, le droit international évolue et traduit l’émergence de nouveaux types et un décloisonnement de ses divisions traditionnelles.

Au regard de la profondeur de ces métamorphoses à la fois structurelles et normatives, il nous semble tout à fait pertinent d’entrevoir la cristallisation d’un « droit des gens cosmopolitique » dont la fonction ne consiste plus seulement à assurer la coexistence et la coopération entre États mais aussi et surtout à organiser la collaboration entre les peuples. Comme l’avait si bien vu Kant,

there are “in human nature predispositions from which one can gather that the race will always progress toward what is better and that the evil of present and past times will disappear in the good of future times”.[[56]](#footnote-56)

We must therefore be allowed to assume that, “since the human race is constantly advancing with respect to culture (as its natural end) it is also to be conceived as progressing toward what is better with respect to the moral end of its existence, and that this will indeed be *interrupted* from time to time but will never be *broken off*.”[[57]](#footnote-57) Just as violence and the need arising from it have finally brought “a people to decide to subject itself to the coercion that reason itself prescribes to them as means, namely to public law, and to enter into a civil constitution, so too must the need arising from the constant wars by which states in turn try to encroach upon or subjugate one another at last bring them, even against their will, to enter into a cosmopolitan constitution”[[58]](#footnote-58) which takes the form of a “federation in accordance with a commonly agreed upon law of nations”.[[59]](#footnote-59)

Dans sa conférence inaugurale pour la session de droit international public de l’académie de La Haye, Alain Pellet affirmait que :

“It is through revolution that the legal framework of a particular society is reformed globally and consecrated by a change of constitution. *However, while the transformations in international society today are rapid and profound, they are probably not sufficiently brutal to bring about, or even to allow, a total reconsideration of the international legal order*”.[[60]](#footnote-60)

De tels bouleversements ont eu lieu dans le passé. L’apparition des États-nations - même si elle s’est opérée par couches successives à partir des États princiers médiévaux - a entraîné une remise en cause radicale de l’ordre juridique *inter-gentes* traditionnel, avec l’avènement du système westphalien. Sans avoir des effets aussi radicaux, les traumatismes engendrés par les deux guerres mondiales de 1914 et de 1939 ont, à leur tour, conduit à des infléchissements en profondeur de ce système. Pour les partisans du positivisme, ces infléchissements ne sont pas suffisamment radicaux pour entrainer une rupture totale des ressorts de l’ordre issue de la Charte. Pour cela, il faudrait un catalyseur, un bouleversement structurel de grande ampleur; ce que Philip Bobbitt appelle “epochal war”.[[61]](#footnote-61) Une guerre d’époque, selon l’auteur,

“puts the constitutional basis of the participants in play and do not truly end until the underlying constitutional questions are resolved”.[[62]](#footnote-62)

En l’absence de cette force destructive et génératrice qu’est la guerre totale, les changements dans la société sont en général plus lents.

En apparence, il est vrai que l’ordre juridique s’est adapté de façon remarquable et inattendu à certains faits marquants du XXe siècle : le droit international s’est adapté, sans guère de soubresauts, aux processus de décolonisation des années soixante. Ce qui veut dire que malgré l’éclatement de sa structure avec la prolifération de nouveaux États, son cadre normatif, plus rétif, est resté stable. L’irruption soudaine de la multipolarité suite à la fin de la guerre froide, loin d’altérer ses règles, semble plutôt entrainer une reviviscence de l’architecture de Charte en particulier le mécanisme de la sécurité collective et le devoir de coopérer. Les nouvelles menaces à la sécurité notamment le terrorisme et la criminalité transnationale, ont seulement servi de prétextes pour justifier des abus manifestes. L’usage récurrent de la force pour prévenir ces menaces n’a pas exercé sur le système actuel de pressions suffisamment fortes pour aboutir à des changements substantiels dans les mécanismes de production et d’adaptation du droit[[63]](#footnote-63).

En réalité, l’éclatement de la société internationale, la contraction du temps et des espaces suite à l’accélération de la mondialisation et des innovations technologiques, le « réveil » des peuples et leur quête légitime pour plus de justice et de respect de leurs droits fondamentaux ont subrepticement entrainé l’émergence d’un droit des gens transcendant les États. Ce nouveau droit des gens constitue en fait une synthèse entre le *jus gentium* des penseurs scolastiques et le droit cosmopolitique de Kant. Pour nous, les deux ordres normatifs complètement distinctes chez Kant se rejoignent et forment désormais un seul système de *norma*, le « droit des gens cosmopolitique » c’est-à-dire le droit civil du Grand État du Genre humain ou système normatif de la communauté internationale. Il convient à présent d’expliciter les contours de ce nouveau droit des gens cosmopolitique.

1. **The normative content of the cosmopolitan law of nations reflects the progressive humanization of international legal order.**

According to Kant, “nowhere does human nature appear less lovable than in the relations of entire peoples to one another. No state is for a moment secure from others in either its independence or its property. The will to subjugate one another or to diminish what belongs to another always exists, and arming for defence, which often makes peace more oppressive and more destructive of internal welfare than war itself, can never be relaxed. Now, *the only possible remedy for this is a law of nations, based on public laws accompanied by power to which each state would have to submit* (by analogy with civil law, or the law of a state, among individuals); for, an enduring universal peace by means of the so-called balance of power in Europe is a mere fantasy, like Swift’s house that the builder had constructed in such perfect accord with all the laws of equilibrium that it collapsed as soon as a sparrow alighted upon it”.[[64]](#footnote-64)

Cette affirmation de Kant illustre parfaitement la teneur normative du droit des gens cosmopolitique. Il s’agit non pas d’un droit international de la société des États[[65]](#footnote-65), mais plus concrètement du droit commun de l’humanité c’est-à-dire un ensemble de règles obligatoires pour tous les États et qui régissent les rapports des individus et des peuples. Ce droit saisit les hommes et les peuples, dans leurs relations extérieures et dans leur influence réciproque comme citoyens de la *Respublica* universelle de l’humanité. Le droit des gens cosmopolitique vise donc les hommes en tant que citoyens du monde et non pas national d’un État donné. Les peuples sont ainsi réunis au sein d’une fédération dont la finalité ultime est la préservation de la paix et la concorde.

Le contenu de ce droit est le reflet synchronique du basculement net du droit international contemporain en faveur des droits humains et de la personne humaine. Comme l’affirme le juge Cançado Trindade,

« One could hardly deny that there persists in contemporary International Law the predominance of States in pursuance of the goals they set for themselves; but nor could one deny that contemporary International Law has developed particularly when, amidst glimpses of lucidity, States and other subjects of International Law have given *priority to the pursuance of common, superior interests, to fulfil the needs and aspirations of humankind*. This evolution has been accelerated by the formation and growth, throughout the second half of the twentieth century, of domains such as those of the International Law of Human Rights and International Environmental Law »[[66]](#footnote-66).

Le constat ainsi fait, le juge poursuit en ces termes:

 « These developments have disclosed an international legal order which *nowadays surely and clearly transcends the old and outmoded strictly inter-State dimension*. Non-governmental organizations and other entities of civil society, together with States and international organizations, have shown themselves more open to the demands of the international community as a whole, well above those of individual States, in the common search for responses to the needs of humankind, to the ultimate benefit of all. This appears as the basic feature of the new *jus gentium*, flourishing in this start of the twenty first century »[[67]](#footnote-67).

Si la discipline médiévale du *jus belli* a été le catalyseur à l’émergence de la discipline autonome du droit international au milieu du 18e siècle, nous pensons que l’évolution actuelle du droit international a eu pour conséquence la cristallisation d’un nouveau droit des gens qui prend en compte les diversités enrichissantes et assure la protection de la dignité humaine.

La dignité de la personne humaine est, pour nous, le but final de la vie sociale et politique même au plan « inter-national ». En évoquant le concept de « personne », on se réfère à l’individu comme une valeur qui transcende l’organisation sociale et politique. Toutes les autres valeurs et droits, y compris la liberté et l’égalité, sont, en fait, subordonnés à cette dignité humaine. La suprématie de la dignité humaine, cependant, ne conduit pas à une déification de l’homme. Au contraire, l’humanisme souscrit à la philosophie de la finitude humaine. L’homme reste ontologiquement fini. Ni la science ni le progrès ne pourraient jamais changer cette situation. Compte tenu de sa finitude ou manque inhérent de l’autosuffisance, l’homme est ontologiquement social ou interdépendants. En conséquence, la société et l’Etat sont également des nécessités ontologiques. L’État est essentiel à la pleine réalisation de la dignité humaine. Parce que fini, l’homme est perfectible, mais aussi incapable d’atteindre la perfection totale. Note vision humaniste reconnaît les attributs positifs et négatifs de la nature humaine ou « plein potentiel de l’homme »[[68]](#footnote-68) pour le bien et le mal. Ces potentialités sont réalisées par l’action. La liberté d’agir et de penser est la condition la plus essentielle et existentielle de la dignité humaine. La dignité humaine est ainsi définie principalement par des actions, et non des possessions.

En tant qu’instruments de référence, le droit des gens cosmopolitique constitue ainsi le langage commun de l’humanité grâce auquel tous les peuples peuvent, dans le même temps, comprendre les autres et écrire leur propre histoire. Il est par définition, la norme ultime de toute politique (national ou inter-national). Reflet synchronique de l’humanisation progressive de l’ordre international, il est par essence même, un droit en mouvement. Il a à la fois pour objet d’exprimer des commandements immuables et d’énoncer un moment de la conscience historique de la communauté internationale. De ce point de vue le droit cosmopolitique est, tout ensemble, absolu et situé. Il ne saurait être le plus petit dénominateur commun de toutes les nations, mais, au contraire, l’expression de l’irréductible humaine humanité, la quintessence des valeurs par lesquelles nous affirmons, ensemble, que nous sommes une seule et même communauté humaine.

Ainsi, la teneur normative ou contenu du droit des gens cosmopolitique véhicule les droits fondamentaux de l’humain, non pas comme citoyen d’un État particulier, mais bien comme membre du Grand État des hommes. L’extraordinaire avancée des acquis normatifs en matière de protection de la dignité humaine dans notre histoire récente montre bien tout l’intérêt de la conception diachronique kantienne.

A l’évidence, les droits humains ont introduit des innovations profondes dans la théorie générale du droit international contemporain. Elle a produit dans le système juridique dans son ensemble, des changements à la fois d’ordre général et structurel. *Grosso modo*, on peut affirmer que les droits de la personne ont progressivement réalisé trois phénomènes de changement général qui concernent l’extension du but et du contenu matériel du droit international, le processus de constitutionnalisation de ce droit, et enfin l’élargissement de ses destinataires formels. Les droits humains ont exercé une grande influence notamment sur la structure et le contenu des obligations primaires et les obligations secondaires de la responsabilité internationale. Les concepts d’obligation *erga omnes*, de *jus* *cogens* ou alors d’intérêt de la communauté internationale ou de crimes internationaux en sont une illustration.

*A priori*, on serait tenté de voir dans ces changements une simple consolidation d’un secteur particulier du droit international, celui des droits humains. Pour nous, l’incidence de la théorie des droits humains sur la dynamique du système juridique international dans son ensemble est si profonde qu’on ne peut plus réduire l’analyse à l’existence d’une branche particulière du droit international. Il est plus juste de reconnaitre l’émergence d’une catégorie homogène de règles juridiques dont le champ d’application personnel n’est plus l’État mais l’individu et les peuples : le droit des gens cosmopolitique. Comme l’affirme à juste titre Emmanuelle Jouannet,

“International human rights law does not correspond to the establishment of one branch of international law among others, since it implies eventually a profound change in the internal societies. It is simply a question of the establishment of the rule of law and of a liberal and pluralistic democratic regime within the internal societies. The ultimate aim is to make the rights of the human being prevail over the rights of the sovereign State, to establish the human person as a subject of international law and to make it the ultimate beneficiary of all international law”.[[69]](#footnote-69)

Si la philosophie générale des droits de la personne a produit des changements dans la structure de la normativité internationale, ces transformations sont surtout la résultante du passage d’un droit international de la coexistence/coopération entre entités souveraines à un droit international de la collaboration où les intérêts des individus et des peuples occupent une place centrale. L’histoire du 20e siècle nous a monté les limites du droit de la coexistence dite pacifique entre États souverains. Le droit de la coopération issu de la Charte est à bout de souffle. A vrai dire, ce droit ne peut véritablement fonctionner dans la mesure où chaque État vise d’abord et avant tout à protéger ses propres intérêts. Comment des États aux poids politiques, économiques et démographiques totalement asymétriques peuvent-ils réellement coopérer dans le seul et unique but de maximiser leurs égoïsmes particuliers? La coopération notamment à travers le processus conventionnel entre les États-Unis d’Amérique et le Niger ou le Mali par exemple ne se transforme-t-il pas au passage en une exploitation déguisée voire la domination d’une partie par une autre?

En revanche, le droit de la « collaboration » présuppose, d’une part l’identification d’un intérêt transcendant les seuls égoïsmes nationaux, d’autre part la reconnaissance de la contribution de « l’autre » à la réalisation des fins ultimes de l’humanité toute entière. D’ailleurs étymologiquement, le mot « collaboration » découle du verbe « *collaborare* », signifiant action de travailler *de concert avec un ou plusieurs autres*; cet « autre » n’étant que le reflet de soi car porteur d’humanité comme soi. En mettant l’humain au centre de l’ordre normatif, le *jus gentium cosmopoliticum* reconnait l’apport substantiel de chaque peuple à la grande marche de la Civilisation humaine. Ceci est d’autant plus important qu’aucune nation fut-elle la plus puissante, ne saurait à elle seule faire face aux énormes défis de demain notamment ceux liés aux changements climatiques.

Droit commun de la *civitas gentium*, le droit des gens cosmopolitique a pour fonction primaire l’organisation de la collaboration entre les hommes et les peuples sur la base des principes d’égalité, de justice et de fraternité universelle. Si ses sujets sont l’humanité qui se trouve en chaque homme et les peuples, les principes généraux sont la source ultime de la normativité[[70]](#footnote-70). Ces principes qui sont à la base de la normativité internationale reflètent d’un point de vue synchronique, l’état de la conscience juridique universelle et constitue pour nous, l’ultime source matérielle de toute règle juridique. Ces principes généraux ont non seulement une dimension axiologique dans la production normative[[71]](#footnote-71), mais ils sont surtout un indicateur du *status conscientiae* de la communauté internationale d’aujourd’hui. Cette conscience universelle s’est traduite par une humanisation progressive du système international. En recourant au principe général non pas seulement comme l’une des sources formelles de l’article 38 du statut de la CIJ mais comme fondement de la normativité, nous reconnaissons par là même, le point de cristallisation du droit des gens cosmopolitique. Car entre un universalisme arrogant et sans scrupule, et un relativisme sectaire et dangereux, seul le cosmopolitisme permet l’affirmation réelle des valeurs essentielles de la communauté internationale plus juste et qui tient compte à la fois des diversités enrichissantes et du nécessaire dialogue entre les peuples fondés sur le partage.

**Conclusion**

“How happy would mankind be, were these amiable precepts of nature everywhere observed: nations would communicate to each other their products and their knowledge; a profound peace would prevail all over the earth and diffuse its invaluable fruits; industry, the science and the arts would be employed to procure our happiness, no less than to relieve our wants; violent methods of contest would be no more heard of: differences would be terminated by moderation, justice and equity; the world would have the appearance of a large republic; men live everywhere like brothers, and each individual be a citizen of the universe. *That this idea should be but a delightful dream! Yet it flows from the nature and essence of man*”.[[72]](#footnote-72)

This assertion of Vattel at the decisive turning point of the law of nations is a clear expression of Kant “unsocial sociability of men”[[73]](#footnote-73) that is to say, “their propensity to enter into society, bound together with a mutual opposition which constantly threatens to break up the society”.[[74]](#footnote-74)

Cette opposition dialectique est porteuse de progrès car la « tension » est le moteur des actions humaines. Le dessein de la nature ne peut être réalisé que dans la société. C’est pourquoi le problème essentiel pour l’espèce humaine, celui que la nature contraint l’homme à résoudre, c’est la réalisation d’une *civitas gentium* administrant le droit de façon universelle[[75]](#footnote-75).

For Kant, “a society in which freedom under external laws is associated in the highest degree with irresistible power, i.e., a perfectly just civic constitution, is the highest problem Nature assigns to the human race”.[[76]](#footnote-76) But, as we know, “the problem of establishing a perfect civic constitution is dependent upon the problem of a lawful external relation among states and cannot be solved without a solution of the latter problem”[[77]](#footnote-77).

La *civitas gentium* ne peut donc être construite sans un changement radical dans la constitution de chacune des sociétés particulières. L’irruption et la cristallisation des droits humains impliquent nécessairement une profonde mutation des sociétés internes avec l’instauration progressive, à l’échelle universelle, d’un état de droit et d’un régime démocratique libéral et pluraliste. Certes, il existe çà et là, dans différentes régions du monde des « poches de résistance », mais le dessein secret de la nature est bel et bien en marche. Comme l’affirme Kant,

“Through wasting the powers of the commonwealths in armaments to be used against each other, through devastation brought on by war, and even more by the necessity of holding themselves in constant readiness for war, they stunt the full development of human nature. But because of the evils which thus arise, our race is forced to find, above the (in itself healthy) opposition of states which is a consequence of their freedom, a law of equilibrium and a united power to give it effect. *Thus it is forced to institute a cosmopolitan condition to secure the external safety of each state*”.[[78]](#footnote-78)

Car la paix entendue comme tranquillité de l’ordre et harmonie universelle entre les peuples, conséquence d’une constitution cosmopolitique accomplie, n’est donc pas une « rêverie de visionnaire », mais le mouvement objectif de l’humanité:

 “All wars are accordingly so many attempts (not in the intention of man, but in the intention of Nature) to establish new relations among states, and through the destruction or at least the dismemberment of all of them to create new political bodies, which, again, either internally or externally, cannot maintain themselves and which must thus suffer like revolutions; until finally, through the best possible civic constitution and common agreement and legislation in external affairs, a state is created which, like a civic commonwealth, can maintain itself automatically”.[[79]](#footnote-79)

Nous osons penser que ce jour se lève avec ses rayons du soleil !

1. Emer de Vattel, *The Law of Nations, or, Principles of the Law of Nature applied to the Conduct and Affairs of Nations and Sovereigns* (Washington:Carnegie Institution of Washington, 1916). [↑](#footnote-ref-1)
2. In the sense of *Totus Orbis* conceptualized by Vitoria or *Civitas Maxima* described by Wolff. For an analysis of the evolution of the concept, see in particular Martti Koskenniemi, “‘International Community’ from Dante to Vattel,” in *Vattel’s International Law from a XXIst Century Perspective*, eds. Vincent Chetail and Peter Haggenmacher (Leyden: Brill, 2011): 49-76. [↑](#footnote-ref-2)
3. George Abi-Saab, « Cours général de droit international public », *RCADI* 207-VII (1987) : 314. On the aspects of continuity and discontinuity in international law, *see* Paul F. Diehl and Charlotte Ku, *The Dynamics of International Law* (Cambridge: Cambridge University Press, 2010): 15-85; Georg Schwarzenberger, *The Dynamics of International Law* (Abingdon: Professional Book Ltd, 1976): 5-32. [↑](#footnote-ref-3)
4. Today, international law regulates more complex and broader relations than traditional relations between sovereign States. For a more in-depth analysis of this process, *see* Juan-Antonio Carrillo-Salcedo, « Droit international et souveraineté des Etats. Cours général de droit international public », *RCADI* 257 (1996): 212; Theodor Meron, “International Law in the Age of Human Rights. General Course on Public International Law”, *RCADI* 301 (2003) : 9-489. [↑](#footnote-ref-4)
5. Prosper Weil, « Le droit international en quête de son identité. Cours général de droit international public », *RCADI* 237-VI (1992) : 27. In the same vein *see* also Philippe Cahier, « Changements et continuité du droit international. Cours général de droit international public », *RCADI* 195-VI (1985) : 21-29 ; Pierre-Marie Dupuy, « L’unité de l’ordre juridique international. Cours général de droit international public », *RCADI*  297 (2002) : 215-244. [↑](#footnote-ref-5)
6. Carrillo-Salcedo, *supra*, note 4 : 212. [↑](#footnote-ref-6)
7. On this point, *see* in particular, James Crawford, *International Law as an Open System: Selected Essays* (London: Cameron May, 2002): 17-38. [↑](#footnote-ref-7)
8. Immanuel Kant, *Toward Perpetual Peace and Other Writings on Politics, Peace, and History*, ed. Pauline Kleingeld, transl. David L. Colclasure (New Haven/London: Yale University Press, 2006): 79. For an overview of the debate surrounding perpetual peace, see among others, Eric S. Easley, *The War Over “Perpetual Peace”: An Exploration into the History of a Foundational International Relations Text* (New York, Palgrave Macmillan, 2004). [↑](#footnote-ref-8)
9. Charles de Visscher, *Theory and reality in public international law* (Princeton: Princeton University Press, 1968):67 (italics added) [↑](#footnote-ref-9)
10. Henri Batiffol, *La philosophie du droit* (Paris : Presse Universitaire de France, 10th ed. 1997) : 9. [↑](#footnote-ref-10)
11. Hans J. Morgenthau, “Positivism, Functionalism, and International Law”, *American Journal of International Law* 34 (1940): 261. [↑](#footnote-ref-11)
12. Simone Goyard-Fabre, *Les fondements de l’ordre juridique* (Paris : Presses universitaires de France, 1992) : 11. This theory of sources is supposed to explain and base the origin of the law understood as a set of legal norms in force, considered *hic et nunc*. [↑](#footnote-ref-12)
13. For a more in-depth analysis of the critique of positivism, see my study “Positivism in International Law: Epistemological Foundation of a Mechanists Paradigm,” *Revue générale de droit* 40, n°2 (2010): 505-540. [↑](#footnote-ref-13)
14. John Austin, *Lectures on Jurisprudence, or, The Philosophy of Positive Law* (London: J. Murray, 1879). [↑](#footnote-ref-14)
15. Herbert L. A. Hart, *The Concept of Law* (Oxford: Clarendon Press, 2nd ed., 1994): 217 [↑](#footnote-ref-15)
16. For a more in-depth analysis of this ambivalence, see Emmanuelle T. Jounannet, *What is a Fair International Society? International Law Between Development and Recognition* (Oxford: Hart Publishing, 2013). [↑](#footnote-ref-16)
17. Wilhelm G. Grewe, *The Epochs of International Law*, transl. Michael Byers (Berlin/New York: Walter de Gruyter, 2000). [↑](#footnote-ref-17)
18. The concept of “international law”, popularized by Jeremy Bentham in 1780, was favored by the doctrine, for it better reflects the “law of nations” and the exclusively interstate nature of international society at that time. In a footnote, Bentham makes the following point: “The word *international,* it must be acknowledged, is a new one; though, it is hoped, sufficiently analogous and intelligible. It is calculated to express, in a more significant way, the branch of the law which goes commonly under the name of the *law of nations:* an appellation so uncharacteristic that, were it not for the force of custom, it would seem rather to refer to internal jurisprudence. The chancellor D’Aguesseau has already made, I find, a similar remark: he says, that what is commonly called *droit* des *gens,* ought rather to be termed *droit* entre *les gens*”*.* And to show that this is indeed the new discipline of international law, he asserts:“Now as to any transactions which may take place between individuals who are subjects of different states, these are regulated by the internal laws, and decided upon by the internal tribunals, of the one or the other of these states: the case is the same where the sovereign of the one has any immediate transactions with a private member of the other: the sovereign reducing himself, *pro re nata,* to the condition of a private person, as often as he submits his cause to either tribunal; whether by claiming a benefit, or defending himself against a burthen. There remain then the mutual transactions between sovereigns as such, for the subject of that branch of jurisprudence which may be properly and exclusively termed *international*”*.* Jeremy Bentham, *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation* (London, 1780): 324. For an analysis of Bentham’s contribution, *see* in particular M. W. Janis, “Bentham and the Fashioning of “International Law””, *American Journal of International Law* 78, n°2 (1984): 405-418. [↑](#footnote-ref-18)
19. This idea will be further developed later. [↑](#footnote-ref-19)
20. In the sense of Blackstone, Vitoria or Gentili. Francisco deVitoria, *De Indis et De Ivre Belli Relectiones*, transl. John P. Bate (Washington: The Classics of International Law, Carnegie Institution of Washington, 1917); Alberico Gentili, *De iure belli libri tres*, transl. John C. Rolfe (Oxford/London: Clarendon/Humphrey Milford, 1933). [↑](#footnote-ref-20)
21. William Blackstone, *Commentaries on the Laws of England*, 1765-1769 (Philadelphia: J.B. Lippincott Co., 1893): book IV, Chap. V, p. 66 (italics added). [↑](#footnote-ref-21)
22. Peter Haggenmacher, “Kant et la tradition du droit des gens,” in *L’année 1795 : Kant : Essai sur la paix,* eds. Pierre Laberge *et al.* (Paris : J. Vrin, 1997) : 123. For an in-depth analysis of the historiography of *jus gentium*, see Pierre-Marie Dupuy and Vincent Chetail, eds., *The Roots of International Law* (Leyden: Brill, 2013); Peter Haggenmacher, *Grotius et la doctrine de la guerre juste* (Paris: PUF, 1983). See also Slim Laghmani, *Histoire du droit des gens - du jus gentium impérial au jus publicum europaeum* (Paris : Pedone, 2003): 90-94; Antonio Truyol y Serra, *Histoire du droit international public* (Paris: Economica, 1995): 15-16 and 50; Gordon E. Sherman, “Jus Gentium and International Law,” *American Journal of International Law* 12(1918): 56-63. [↑](#footnote-ref-22)
23. *Digest*, book 50, Title 7 & 18 (17). [↑](#footnote-ref-23)
24. Stephen A. Barney *et al.*, *The Etymologies of Isidore of Seville* (Cambridge: Cambridge University Press, 2006): book V & VI. [↑](#footnote-ref-24)
25. Francisco Vitoria, *De Indis et De Ivre Belli Relectiones,* Transl. By John P. Bate (Washington: The Classics of International Law, Carnegie Institution of Washington, 1917): 170. The professor of Salamanca, in his *Relectione* *De Jure Belli*, a solemn lesson given in 1539, re-conceptualized the three classical conditions of just war: *auctoritas princeps*, *justa causa*, and *recta intentio*. On the just cause, he posited: “There is a single and only just cause of commencing war, namely, a *wrong* *received*”. For a cause to be deemed just, we need therefore an *iniuria* in the Roman sense of an act committed without right, a wrongful act would say: “an offensive war is for the purpose of avenging a wrong and taking measures against an enemy (...). But there can be no vengeance where is no preceding *fault* and *wrong*”. The Spaniards, by virtue of *jus gentium*, have a right to go to the Indians, and vice versa. If the ‘barbarians’ refuse them the exercise of this right, they would then commit an *iniuria* justifying the use of force. The Indians are not obliged to convert to Christianity. But they have an obligation to listen to the good word of God. If they refuse this listening, there is again *iniuria*. [↑](#footnote-ref-25)
26. Francisco Suarez, *Tractatus de legibus*, Liv. II, Chap. 19 (1). For an analysis of the contribution of the second Spanish scholastic to the development of the concept of *common omnibus gentibus*, see in particular A. García y García, “The Spanish School of the Sixteenth and Seventeenth Centuries: A Precursor of the Theory of Human Rights,” *Ratio Juris*, University of Bologna 10 (1997): 27-29. [↑](#footnote-ref-26)
27. *Ibid*., (2). [↑](#footnote-ref-27)
28. Hugo Grotius, *On the Laws of War and Peace*, transl. Jean Barbeyrac (London: Printed for W. Innys and R. Manby, 1738): Book. I, Chap. I, & 14, pp. 56-57. It is also the central theses of the Classical School of the Law of Nature. [↑](#footnote-ref-28)
29. Emmanuelle Jouannet, “La critique de la pensée classique durant l’entre-deux guerres : Vattel et Van Vollenhoven,” *Miskolc Journal of International Law* 1, n°2 (2004) : 53. See also her book *Le droit international libéral-providence : une histoire du droit international* (Burxelles : Bruylant, 2011). [↑](#footnote-ref-29)
30. Emer de Vattel, *supra,* note 1, Preliminaries, par. 7, p. 50. [↑](#footnote-ref-30)
31. *Ibid*., par. 27, p. 99. [↑](#footnote-ref-31)
32. *Ibid.*, par. 17, p. 94. Italics in the original text. For an in-depth analysis of this dichotomy, see in particular Emmanuelle Jouannet, “Les dualismes du droit des gens,” in *Vattel’s International Law from a XXIst Century Perspective*, eds. Vincent Chetail and Peter Haggenmacher (Leyden: Brill, 2011): 131-150; Emmanuelle Jouannet, *Emer de Vattel et l’émergence doctrinale du droit internationale classique* (Paris: Pedone, 1998): 37-104. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-33)
34. *Ibid.* Italics in the original text. [↑](#footnote-ref-34)
35. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-35)
36. For a detailed description of the Vattelian model, see in particular Peter Haggenmacher, “Le modèle de Vattel”, in *Vattel’s International Law from a XXIst Century Perspective*, eds. Vincent Chetail and Peter Haggenmacher (Leyden: Brill, 2011): 1-48. See also Henry Wheaton, *Éléments du droit international* (Paris: A. Durand, 1848): 15. [↑](#footnote-ref-36)
37. *Ibid.*, p. 95. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Ibid.*, par. 2, p. 322. [↑](#footnote-ref-38)
39. These two kinds of international community refer in fact toVictoria’s idea of “totus orbis”. On the general notion of international community, see in particular Robert Kolb, « Société internationale ! Communauté internationale ? » in *L’homme dans la société internationale*. Mélanges en hommage au Professeur Paul Tavernier, Jean-Francois Akandji-Kombé, ed. (Burxelles : Bruylant, 2013) : 57-89 ; Louis-Erasme Le Fur, « Le développement historique du droit international : de l’anarchie internationale à une communauté internationale organisée » *RCADI* 41 (1932) : 501-601 ; Giuseppe Barile, « La structure de l’ordre juridique international : règles générales et règles conventionnelles » *RCADI* 161 (1978) : 9-126 ; Jules Basdevant, « Règles générales du droit de la paix » *RCADI* 58 (1936) : 471-692 ; Pierre-Marie Dupuy, « L’unité de l’ordre juridique international. Cours général de droit international public » *RCADI* 297 (2002) : 9-489 ; René-Jean Dupuy, « Communauté internationale et disparités de développement. Cours général de droit international public » *RCADI* 165 (1979) : 9-232 ; Bruno Simma, « From Bilateralism to Community Interest in International Law » *RCADI* 250 (1994) : 217-384. [↑](#footnote-ref-39)
40. Kant, *Toward Perpetual Peace, supra* note 8: 73. For an in-depth analysis of Kant conception of law, see in particular Simone Goyard-Fabre, *Kant et le problème du droit* (Paris: Librairie philosophique J. Vrin, 1975); Paul Dubouchet, *Philosophie et doctrine du droit chez Kant, Fichte et Hegel* (Paris: L’Harmattan, 2005): 11-50. [↑](#footnote-ref-40)
41. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-41)
42. Vattel, *supra,* note 1, Preface. For our philosopher of Neuchâtel, “the Law of Nations is the law of sovereigns. It is for them, and for their ministers, that it ought to be written”. p. XIV. [↑](#footnote-ref-42)
43. Kant, *Toward Perpetual Peace, supra* note 8: 79. See also Alfred Verdoss, « Règles générales du droit de la paix », *RCADI,* vol. 30, 1929-V, pp. 275-286. [↑](#footnote-ref-43)
44. Kant, *Toward Perpetual Peace, supra* note 8: 81. [↑](#footnote-ref-44)
45. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-45)
46. Jean-Jacques Rousseau, “Fragments of an essay on the state of war” in *A Lasting Peace through the Federation of Europe and The State of War*, transl. by C. E. Vaughan (London: Constable and Co., 1917): 128 [↑](#footnote-ref-46)
47. Hobbes’s *Leviathan*. Reprinted from the edition of 1651 (Oxford: The Clarendon Press, 1929): 273. [↑](#footnote-ref-47)
48. Peter Haggenmacher, « L’Etat souverain comme sujet du droit international, de Vitoria à Vattel » *Droits* 16 (1992) : 17-18. [↑](#footnote-ref-48)
49. Kant, *Toward Perpetual Peace, supra* note 8: 80. [↑](#footnote-ref-49)
50. *Ibid.,* 84-85. For a detail analysis of Kantian cosmopolitanism, see in particular Roland Pierik*, Cosmopolitanism in Context. Perspectives from International Law and Political Theory* (Cambridge: Cambridge University Press, 2013); Pauline Kleingeld, *Kant and Cosmopolitanism. The Philosophical Ideal of World Citizenship* (Cambridge: Cambridge University Press, 2012); Otfried Hoffe, Kant’s Cosmopolitan Theory of Law and Peace (Cambridge: Cambridge University Press, 2006). See also Verdoss, *supra*, note 43. [↑](#footnote-ref-50)
51. Kant, *Toward Perpetual Peace, supra* note 8: 82. [↑](#footnote-ref-51)
52. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-52)
53. To have moral worth an action must be done from duty. Duty in the Kantian conception, “is the necessity of acting from respect for the law”. The moral duty is, therefore, a categorical imperative. A human action done from duty derives its moral worth, not from the purpose which is to be attained by it, but from the maxim by which it is determined, and therefore does not depend on the realization of the object of the action, but merely on the principle of volition by which the action has taken place, without regard to any object of desire. According to Kant, a duty is imperative when it commands without condition, without “why” or “because”. For an in-depth analysis of the categorical imperative, see Immanual Kant, *Fundamental Principles of the Metaphysic of Morals*, transl. by Thomas Kingsmill Abbott (New York: Cosimo): 9-23. See also Albert E. Teale, *Kantien Ethics*, Oxford, Oxford University Press, 1951. On the utilitarian ethics (opposite to Kant ethics), see Jeremy Bentham, *An introduction to the principles of morals and legislation*, ed. J.H. Burns and H.L.A. Hart (Oxford: Clarendon Press, 1996); John Stuart Mill, *Utilitarianism*, ed. by George Sher (Indianapolis: Hackett, 2001). [↑](#footnote-ref-53)
54. P. Haggenmacher, *supra*, note 21, p. 129. [↑](#footnote-ref-54)
55. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-55)
56. Immanuel Kant, “On the Common Saying: That may be correct in theory, but it is of no use in practice” in *Practical Philosophy*, ed. Mary J. Gregor (Cambridge: Cambridge University Press, 1999): 305. [↑](#footnote-ref-56)
57. *Ibid.*, p. 306. [↑](#footnote-ref-57)
58. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-58)
59. *Ibid.*, p. 308. [↑](#footnote-ref-59)
60. Alain Pellet, « L’adaptation du droit international aux besoins changeants de la société internationale » *RCADI* 329 (2007) : 20. (Italics added) [↑](#footnote-ref-60)
61. According to the terminology of Philip Bobbitt, *The Shield of Achilles: War, Peace and the Course of History* (New York, Alfred A. Knopf, 2002): 21. [↑](#footnote-ref-61)
62. *Ibid*., Prologue, p. XXVIII. [↑](#footnote-ref-62)
63. Pellet, *supra*, note 60, p. 22. [↑](#footnote-ref-63)
64. Kant, “On the Common Saying…”, *supra* note 56, p. 309 (Italics added). [↑](#footnote-ref-64)
65. We follow here the well-known distinction made by Aristotle and systematized by Ferdinand Tonnies, between “society” and “community”. See Fredinand Tonnies, *Community and Society*, ed., and transl. by Charles P. Loomis (New York: The Michigan State University Press, 1957). [↑](#footnote-ref-65)
66. Antonio Augusto Cançado Trindade, «International Law for Humankind: Towards a New Jus Gentium », *RCADI*, vol. 316, 2005, p. 55 (italics added). [↑](#footnote-ref-66)
67. *Ibid.* (italics added). [↑](#footnote-ref-67)
68. Pour une analyse plus détaillée de cette vision de l’homme, voir notamment Amadou Hampaté Ba, *Aspects de civilisation africaine*, Paris, Présence africaine, 1972, pp. 11-16. [↑](#footnote-ref-68)
69. Emmanuelle Tourme-Jouannet, *Le droit international*. Que sais-je (Paris Presse Universitaire de France, 2013) : 114. [↑](#footnote-ref-69)
70. The *mens legis* of the expression ‘general principle of law’ as referred to in Article 38 (1) (c) of the Statute of the ICJ makes it clear that in relation to custom or treaty those principles constitute a legal source of autonomous application. As Judge Cançado Trindade perceived it so well, “the attitude of part of contemporary expert writing, of trying to see if a given principle has attained the “status” of a “norm” of customary international law, or has been “recognized” in conventional international law, simply misses the point, and is conceptually flawed. Such attitude fails to understand that a general principle of law is quite distinct from a rule of customary international law or a norm of conventional international law. A principle is not the same as a norm or a rule; these latter are inspired in the former, and abide by them. A principle is not the same as a custom or a conventional norm”. Separate opinion of Judge Cançado Trindade in the case *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*, I.C.J. Reports 2010, p. 6. PCIJ and ICJ have expressly affirmed the normative autonomy of general principles. Indeed, in a *dictum* that had become famous, the ICJ stated: “The obligations incumbent upon the Albanian authorities consisted in notifying, for the benefit of shipping in general, the existence of a minefield in Albanian territorial waters and in warning the approaching British warships of the imminent danger to which the minefield exposed them. *Such obligations are based, not on The Hague Convention of 1907, No. VIII, which is applicable in time of war, but on certain general and well-recognized principles, namely: elementary considerations of humanity, even more exacting in peace than in war*; the principle of the freedom of maritime communication; and every State’s obligation not to allow knowingly its territory to be used for acts contrary to the rights of other States”. See *Corfu Channel case*, Judgment of April 9th, 1949: I.C.J. Reports 1949, p. 22. (italics added). For PCIJ jurisprudence, see in particular *The Mavrommatis Jerusalem Concessions (Belgium v. United Kingdom)*, Judgment of 30 August 1924, PCIJ, Series A, n° 5, p. 12; *Case concerning the factory at Chorzòw* *(Germany v. Poland)*, Merit, Judgement of 13 September 1928, PCIJ, Series A, n° 17, p. 29; *The Oscar Chinn case* *(Belgium v. United Kingdom)*, Judgement of 12 December 1934, PCIJ, Series A/B, no 63, p. 81 et 87. For more cases see also Alfred Verdross, « Les principes généraux du droit dans la jurisprudence internationale » *RCADI* 52 (1935) 227. [↑](#footnote-ref-70)
71. On this point, see in particular Ian Brownlie, *Principles of Public International Law* (7th ed. Oxford: Oxford University Press, 2008): 16-19; Georg Schwarzenberger, *International Law*. Vol. 1*: International Law as Applied by International Courts and Tribunals* (3rd ed., London: Stevens, 1957): 43-49. For a general overview of the problem of general principles in international law, see among others Bin Cheng , *General Principles of Law as applied by International Courts and Tribunals* (Cambridge: Grotius Publications, 1987): 1-26 ; Alfred Verdross, « Les principes généraux de droit dans le système des sources du droit international » in *Recueil d’études de droit en hommage à Paul Guggenheim* (Geneva, Tribune de Genève, 1968): 521-530; Oscar Schachter, « International Law in Theory and Practice. General Course in Public International Law » *RCADI* 178 (1982) : 74-90 ; Giorgio Del Vecchio, *Les principes généraux du droit*, transl. E. Demontès (Paris, LGDJ, 1925) : 1-67. [↑](#footnote-ref-71)
72. Vattel, *supra*, note 1, kook. II, chap. I, par. 16, p. 267. Italics added. [↑](#footnote-ref-72)
73. Immanuel Kant, “Idea for a Universal History from a Cosmopolitan Point of View (1784)” in *On History,* ed. by Lewis White Beck. Transl by Lewis White Beck et al. (Indianapolis: Bobbs-Merrill, 1963)4th Thesis. For further discussion of this idea, see among others Amélie Oksenberg Rorty and James Schmidt, eds*., Kant’s Idea for a Universal History with a Cosmopolitan Aim* (Cambridge: Cambridge University Press, 2012). [↑](#footnote-ref-73)
74. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-74)
75. *Ibid*., 5th Thesis. [↑](#footnote-ref-75)
76. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-76)
77. *Ibid*., 7th Thesis. [↑](#footnote-ref-77)
78. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-78)
79. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-79)